

Brexit : encore 24 heures pour éviter que les dirigeants européens ne se retrouvent à un "dîner de cons"



Les dirigeants européens doivent se réunir mercredi pour éviter le divorce sans accord. Pour l'instant, constat d'échec, mais ils ont découvert les vraies raisons de leur désaccord.

Avec Jean-Marc Sylvestre

Actuellement et après un week-end encore fiévreux, Michel Barnier, le négociateur européen et Dominic Raab, le représentant britannique, se sont quittés sur un constat d'échec, sauf que l'un et l'autre savent précisément où la négociation bloque et pourquoi.

La dernière réunion a acté les points d'accord et ils sont nombreux, mais elle a mis en évidence l'impossibilité de débloquer la question irlandaise parce que Theresa May risque sur ce point-là de perdre sa majorité et son job.

Les « hardbrexiters » en ont fait une question de principe et la tiennent en otage sur ce point.

Sans trop de cris ni de douleur, **les négociateurs ont fait des progrès importants qui pourraient permettre d'organiser le divorce sans trop de dégâts économiques, ni drame politique des deux cotés du channel.** Alors, il manque beaucoup de détails, il y a encore beaucoup d'hypocrisie. Mais ça pourrait passer.

1er point : Londres a fini par donner son accord pour payer ce qu'elle doit aux Européens. Londres va racheter sa liberté pour environ 50 milliards d'euros sans toutefois mentionner ce montant exact pour ne pas effrayer le peuple britannique. En fait, Londres continuera de financer tous les projets auxquels elle avait adhéés, après la date du Brexit jusqu'à la fin de la période transitoire. La pilule sera moins amère.

2e point : Londres et Bruxelles se sont mises d'accord sur le sort des citoyens anglais qui habitent en Europe et des citoyens européens qui habitent la Grande Bretagne. Ça devrait se passer correctement pour les uns comme pour les autres.

3e point : on avait trouvé un accord sur la question de l'Irlande au terme duquel Londres acceptait qu'il n'y ait pas de frontière entre l'Irlande du Nord et l'Irlande du Sud. La réalité politique et sociale impose la libre circulation dans la mesure où personne en Irlande ne veut retomber dans la guerre d'autrefois, d'autant que les Irlandais du Nord (très britanniques et protestants d'origine) veulent rester liés à leurs cousins du Sud et rester liés à l'Union européenne qui leur a garanti la paix.

Le problème, c'est qu'il y a plein de détails à régler autour de cet accord et qui ne sont pas écrits. Les partisans du Brexit ne veulent absolument pas prendre le risque de laisser en Irlande une porte ouverte sur l'Union européenne qui permettrait une liberté de circulation. Dans ces conditions, quid du transport aérien et des contrôles maritimes etc. ? Sachant que la question se pose aussi pour Gibraltar. Gibraltar est une base britannique, mais les habitants de Gibraltar sont plus européens que britanniques. Il n'empêche que le statut de Gibraltar ouvre une porte d'accès à la Grande Bretagne.

Tous ces détails ne sont pas réglés et les partisans d'un Brexit dur en font une condition nécessaire au reste de l'accord. Condition qui menace directement Theresa May en cas de non respect. Or, personne ne voit comment maintenir une libre circulation entre l'Irlande

du Nord et l'Irlande du Sud sans reconstruire un mur, ce qui serait odieux. Le problème est donc strictement politique et concerne les rapports entre la Première ministre et sa majorité.

4e point : si on réussissait à trouver un compromis sur l'Irlande, il resterait à écrire la chartre définissant la relation future entre la Grande Bretagne et l'Union européenne à partir de 2021. Mais là, les négociateurs auront du temps devant eux. Et le temps en politique est capable de calmer le jeu très souvent.

En dépit des déclarations tonitruantes des uns comme des autres, **il y a une vision commune de préserver des conditions commerciales qui devraient être sans fiction, du moins pour les marchandises. La Grande Bretagne comme l'Europe ne veulent pas de mesures protectionnistes dans un sens comme dans l'autre.**

Cela dit dans ce cadre-là, Londres imagine un accord de libre-échange où Londres garderait la liberté de discuter les normes européennes non tarifaires. Mais discussion prudente. Les partisans d'un libre-échange sans contrainte savent aussi que le consommateur, lui, veut des normes de protection, même s'il a voté pour le Brexit. Du côté européen, pas question de laisser cette liberté totale. Il y aura donc des conflits.

Enfin, un autre conflit à venir portera sur le rôle de la Cour de justice de l'Union européenne. Bruxelles veut maintenir le rôle et la fonction de la Cour pour tout ce qui rentre dans l'Union européenne. Londres, qui ne voulait pas en entendre parler, commence à considérer qu'en l'absence de solutions alternatives, la Cour européenne pourrait lui rendre service.